

DELEGATION DE Monsieur Stephan DELAUX

D-2016/159

**Gestion des équipements fluviaux par la Ville de Bordeaux.
Mise en service du ponton de la Cité du Vin. Développement
de l'offre de croisières. Actualisation du règlement général
des équipements fluviaux et nouvelles tranches tarifaires.
Autorisation. Adoption.**

Monsieur Stephan DELAUX, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

L'attractivité de Bordeaux est attestée par un tourisme fluvial qui ne cesse de se développer dans le domaine des croisières fluviales sur la Garonne, à la journée ou sur plusieurs jours, à la découverte de l'estuaire de la Gironde, du bassin de la Garonne, de la Dordogne. Outre la présence à l'année de plusieurs opérateurs, il est à noter que la flotte continue d'évoluer en gamme.

De son côté, la Ville poursuit l'organisation et l'accompagnement de cette nouvelle économie du tourisme fluvial.

Avec la future mise en service du ponton de la Cité du Vin situé quai de Bacalan en juin 2016, la Ville dispose désormais de dix équipements fluviaux gérés en régie, ces pontons accueillant professionnels du tourisme fluvial, plaisanciers, événements nautiques, associations, navettes Batcub, services publics du SDIS et de la police nationale.

La Ville souhaite également permettre l'accueil au ponton d'Honneur de Bordeaux, voire aux postes d'escales des Chartrons lorsqu'ils sont disponibles et pour de courtes escales - c'est-à-dire à la journée ou durant 2 jours consécutifs maximum - d'unités fluviales à passagers de 40 à 80 m, cette offre permettant de s'adresser à une clientèle plus diversifiée, pour des compagnies n'ayant pas nécessairement Bordeaux comme port d'attache.

Ainsi, pour la saison qui commence, l'offre de croisières à Bordeaux s'enrichit de nouvelles prestations proposées sur des bateaux d'une dimension supérieure à 40 m.

Il convient donc de mettre à jour le Règlement Général des Equipements fluviaux dont la Ville s'est dotée par délibération du 29 janvier 2007, lequel a déjà fait l'objet de plusieurs modifications suite au développement de notre réseau de haltes nautiques.

La présente modification vise tout d'abord à ajouter le ponton de la Cité du Vin aux équipements mentionnés.

Le ponton de la Cité du vin, est un équipement polyvalent, exploitable sur ses 2 côtés et dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Longueur 90 m, largeur 5 m, franc-bord d'1.15 m, accès par passerelle de 31,50 m fermée par un portail à digicode,

- Accostage et stationnement : le stationnement permanent de navires n'y est pas autorisé, le ponton est réservé aux professionnels du tourisme fluvial et à l'événementiel ; l'accueil de paquebots fluviaux est possible mais non prioritaire avec des touchers de 30 mn maximum, la durée d'accostage en situation événementielle est de 15 mn maximum, l'escale de plaisance peut être autorisée sous conditions. Les navettes Batcub sont autorisées à accoster au ponton et un emplacement leur est réservé à cet effet à l'extrémité aval.

Comme pour les autres équipements fluviaux, toute utilisation du ponton de la Cité du Vin doit faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès du service gestionnaire de la Ville.

Ces nouveaux éléments viennent donc compléter le Règlement Général des Equipements Fluviaux dont les autres dispositions restent inchangées.

Quant à la tarification fluviale, elle est intégrée à la grille des tarifs de l'occupation du domaine public qui est actualisée annuellement et entre en application au 1^{er} janvier de chaque année. Il n'y a donc pas lieu d'apporter de modification à la grille tarifaire 2016 actuellement en vigueur pour les bateaux professionnels de 10 m à 40 m.

Toutefois, compte tenu de la nouvelle offre proposée à compter de cette année par des bateaux professionnels de plus de 40 m, il convient d'adopter 3 nouvelles tranches tarifaires pour les unités

fluviales de 40 m à 80 m, par tranche de 10m, tenant compte des caractéristiques de ces bateaux à passagers.

Redevance de stationnement et d'accostage des bateaux professionnels :

En conséquence, la tranche qui s'applique actuellement pour les bateaux dits « de plus de 40 m » est modifiée dans son intitulé et dite « de 40,01 à 50 m ».

Les tranches supérieures qui sont créées se décomposent comme suit :

Bateaux professionnels	Redevance de stationnement HT		Redevance d'accostage HT		Forfait fluides HT
	24 H	Mois	24 H	Année	
Longueur hors tout					24 H
De 50,01 à 60 m	40 €	400 €	15 €	800 €	20,00 €
De 60,01 à 70 m	50 €	500 €	20 €	1 100 €	25,00 €
De 70,01 à 80 m	60 €	600 €	25 €	1 500 €	30,00 €

Je vous sollicite donc, Mesdames, Messieurs, afin de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à adopter les modifications proposées au Règlement Général des Equipements Fluviaux et à la grille tarifaire des bateaux professionnels, et à les mettre en œuvre.

ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

M. LE MAIRE

Monsieur DELAUX, je vous donne le micro.

M. DELAUX

Oui, Monsieur le Maire, il s'agit par cette délibération d'intégrer le ponton de la Cité du Vin à notre règlement global de gestion des pontons qui sont aujourd'hui au nombre de 10 avec ce nouveau ponton. Également, nous créons de nouvelles tranches de tarification pour les bateaux entre 40 et 80 mètres.

M. LE MAIRE

Merci, qui souhaite s'exprimer là-dessus, Monsieur FELTESSE ?

M. FELTESSE

Oui, Monsieur le Maire, Chers Collègues, nous avons demandé le dégroupement de cette délibération pour faire une incidence sur le tourisme fluvial et sur le refit y compris fluvial. Il y a quelques jours, nous avons eu une bonne nouvelle sur l'autre rive, rive droite, puisque CNB a annoncé l'embauche de 100 nouveaux emplois et c'est une très bonne nouvelle parce qu'il n'y avait pas d'évidence. Il y a quelques années sur l'avenir des chantiers navals de Bordeaux, il y avait beaucoup de scepticisme au point qu'un certain nombre de personnes, élus ou plutôt fonctionnaires, pensaient qu'il ne fallait pas que CNB reste sur place ou puisse se développer. Monsieur le Maire, jeudi dernier, nous étions nombreux à assister à la pose de la première pierre du Musée de la Mer financé par Norbert FRADIN et c'est vrai que c'est quelque chose qui sera important pour la Ville et la Métropole. En allant à cette pose de cette première pierre, je suis passé devant les radoubs. J'ai eu l'occasion, il y a quelques semaines, de me plaindre de l'opacité du Grand Port Maritime de Bordeaux, mais en l'occurrence sur la question du refit, ils ont fait totalement leur travail. Souvenez-vous, c'est une discussion qui nous a agités, refit ou pas refit, compatibilité avec le projet des Bassins à flot. Finalement, vous avez décidé qu'il y aurait 3 sites sur le refit, mais que la question du refit était importante pour l'avenir de la filière nautique sur Bordeaux. Et juste à côté de ces radoubs, juste à côté de la pose de la première pierre, vous l'avez vous-même mentionné, Monsieur le Maire, d'ailleurs dans votre discours, il y a l'entreprise ARMI que nous connaissons bien, qui a pu intervenir, il y a quelques semaines encore, sur un problème de navette fluviale entre guillemets qui a eu des dysfonctionnements.

Or quand nous échangeons avec cette entreprise comme j'ai pu le faire, comme Philippe DORTHE ou Sandrine DOUCET ont pu le faire, cette entreprise s'est vue opposer un premier refus de permis de construire. J'ai suffisamment l'habitude des permis de construire pour savoir qu'il n'y a rien d'insurmontable en la matière, mais là où nous sommes un peu plus inquiets, c'est qu'il semble qu'il leur ait été dit qu'ils ne pourront pas se développer sur site. Or il n'est pas possible que cette entreprise soit déplacée et que la vocation de développement industriel se maintienne. Les radoubs, juste à côté des écluses, ne fonctionnent plus depuis une vingtaine d'années. Les travaux sont en voie d'achèvement. Ils ont été financés notamment par le Grand Port. Et je voudrais avoir, Monsieur le Maire, Mesdames et Messieurs les Adjointes, je ne sais pas qui répondra, un engagement très fort sur la pérennité de ce site et le fait que nous n'allons pas, pour différentes raisons qu'on connaît bien en termes d'urbanisme, remettre en cause cet avenir de l'entreprise ARMI aux Bassins à flot. Voilà le sens de mon intervention.

M. LE MAIRE

Eh bien vous aurez une réponse tout aussi claire. J'ai demandé que le permis de construire sollicité par ARMI pour pérenniser ses installations à l'endroit où cette entreprise est aujourd'hui installée soit refusé. Ma position est constante, il faut garder le maximum d'entreprises liées au nautisme sur ce site, à condition que ce soit compatible avec le projet d'aménagement que nous avons lancé.

Il n'est pas possible de laisser ARMI à l'endroit où se trouve ARMI aujourd'hui sous les baies du Musée de la Mer et de la Marine. Sur un cheminement qui aura une vocation essentiellement culturelle, avec la Cité du Vin l'îlot

de la fourrière où se trouvera une hall destinée aux produits d'Aquitaine, le Musée de la Marine et de la Mer, et la base sous-marine qui va, je l'espère, à l'issue de la consultation que nous avons lancée, trouver un nouvel essor, un nouvel élan, avec la nécessité de maintenir une déambulation facile tout au long des Bassins à flot qui puisse faire la jonction avec la promenade des quais et plus loin le lac et au-delà.

Cette position, elle est constante, nous sommes arrivés à trouver un accord sur le refit, à savoir travaux lourds comportant des nuisances soit olfactives, soit auditives sur le *slipway* du Quai Achard en Garonne et travaux de finition dans les formes de radoub que le Port s'est décidé à réaménager. J'attends avec impatience que le *cluster* nous annonce l'arrivée d'un grand yacht qui pourra faire l'objet de travaux de refit. Pour l'instant, ce n'est pas le cas.

Nous avons proposé à ARMI, à plusieurs reprises, de l'accompagner dans sa relocalisation dans le périmètre des Bassins à flot. Et nous sommes toujours sur cette position, je souhaite même que s'il y a un problème financier, nous regardions dans quelles conditions Bordeaux Métropole peut compenser une partie des frais de déménagement, mais pas sur le site actuel. ARMI fait preuve d'un très grand entêtement soutenu par le Conseiller général du quartier qui passe son temps à mettre des bâtons dans les roues à la municipalité, en agitant le grelot auprès de l'UNESCO quand c'est nécessaire, ce qui nous a amenés à reconsidérer entièrement un projet de construction à cet endroit dû à un très bon architecte qui est Monsieur LEÏBAR, très bien, et ça continue systématiquement. Ça s'appelle « l'empêcheur de tourner en rond », c'est comme ça. Mais là-dessus, ma position est tout à fait claire et définitive. On va aider ARMI. On est prêt à aider ARMI, mais on ne peut pas laisser ARMI exactement là où il se trouve aujourd'hui.

Voilà les éléments de réponse que je peux vous apporter. Vous voulez réagir, oui ?

M. FELTESSE

Oui, on ne va pas poursuivre le débat, mais honnêtement, les mettre au fond, il n'y a pas de pérennité économique et industrielle.

M. LE MAIRE

Je n'en suis pas du tout convaincu et je prends les paris. À partir du moment où on va leur dire que ce n'est pas possible de rester là, ils vont trouver une solution. Vous savez que ça arrive souvent. Quelque chose qui est impossible et qui devient possible quand on se rend compte qu'il faut bouger. En tout cas, moi je ne veux pas la mort de cette entreprise...

M. FELTESSE

J'y pense tous les jours en ce moment, ne vous inquiétez pas.

M. LE MAIRE

Très bien, voilà, eh bien nous échangerons nos expériences. En tout cas, il faut trouver une solution, je ne souhaite pas la mort de cette entreprise qui est une belle entreprise et qui doit continuer à exercer son activité dans ce site, mais il faut qu'elle se bouge et déménage. Nous l'aiderons à le faire.

Voilà, on en était à la délibération 159 « Gestion des équipements fluviaux », présentée par Monsieur DELAUX. Pas d'autres remarques là-dessus ? Pas d'oppositions au dossier, j'imagine ? Pas d'abstentions non plus ? Très bien, nous continuons.

MME MIGLIORE

Délégation de Monsieur Jean-Michel GAUTÉ. Délibération 160 « Groupe scolaire Benauge. Approbation de l'Avant-Projet Définitif. Avenant au marché de maîtrise d'œuvre ».



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

RECUEIL
210513
PAGE 00

Conseillers en exercice : 61

Date de Publicité : 28/05/13

Reçu en Préfecture le : 31/05/13
CERTIFIÉ EXACT.

Séance du lundi 27 mai 2013
D-2013/283

Aujourd'hui 27 mai 2013, à 15h00,

le Conseil Municipal de la Ville de Bordeaux s'est réuni en l'Hôtel de Ville, dans la salle de ses séances, sous la présidence de

Monsieur Alain JUPPE - Maire

Etaient Présents :

Monsieur Alain JUPPE, Monsieur Hugues MARTIN, Madame Anne BREZILLON, Monsieur Didier CAZABONNE, Mme Anne-Marie CAZALET, Monsieur Jean-Louis DAVID, Madame Brigitte COLLET, Monsieur Stephan DELAUX, Madame Nathalie DELATTRE, Monsieur Dominique DUCASSOU, Madame Sonia DUBOURG-LAVROFF, Monsieur Michel DUCHENE, Madame Véronique FAYET, Monsieur Pierre LOTHAIRE, Madame Muriel PARCELIER, Monsieur Alain MOGA, Madame Arielle PIAZZA, Monsieur Josy REIFFERS, Madame Elizabeth TOUTON, Monsieur Fabien ROBERT, Madame Anne WALRYCK, Monsieur Jean-Charles BRON, Madame Alexandra SIARRI, Monsieur Jean-Marc GAUZERE, Monsieur Charles CAZENAVE, Madame Chantal BOURRAGUE, Monsieur Joël SOLARI, Monsieur Alain DUPOUY, Madame Ana marie TORRES, Monsieur Jean-Pierre GUYOMARC'H, Madame Mariette LABORDE, Monsieur Jean-Michel GAUTE, Madame Marie-Françoise LIRE, Monsieur Jean-François BERTHOU, Madame Sylvie CAZES, Madame Nicole SAINT ORICE, Monsieur Nicolas BRUGERE, Madame Constance MOLLAT, Monsieur Maxime SIBE, Monsieur Guy ACCOCEBERRY, Madame Emmanuelle CUNY, Madame Chafika SAIQUD, Monsieur Ludovic BOUSQUET, Monsieur Yohan DAVID, Madame Sarah BROMBERG, Madame Wanda LAURENT, Mme Laetitia JARTY ROY, Monsieur Jacques RESPAUD, Madame Martine DIEZ, Madame Emmanuelle AJON, Monsieur Matthieu ROUYEYRE, Monsieur Pierre HURMIC, Madame Marie-Claude NOEL, Monsieur Patrick PAPADATO, Monsieur Vincent MAURIN, Madame Natalie VICTOR-RETALI,
Mr Josy REIFFERS (présent à partir de 17h00)

Excusés :

Madame Laurence DESSERTINE, Monsieur Jean-Charles PALAU, Madame Paola PLANTIER, Monsieur Jean-Michel PEREZ, Madame Béatrice DESAIGUES

Gestion des équipements fluviaux par la Ville de Bordeaux. Adaptation des pontons et mise en service de navettes fluviales. Modification du Règlement Général des Equipements Fluviaux. Autorisation - Adoption

Monsieur Stephan DELAUX, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Bordeaux œuvre à la valorisation du fleuve depuis plus d'une dizaine d'années, notamment dans le but de développer le tourisme fluvial, les croisières maritimes et fluviales, les escales de plaisance, les loisirs et les manifestations nautiques. Ainsi, elle a notamment aménagé tout un réseau de haltes nautiques exploitées en régie qui accueillent professionnels, plaisanciers et des services publics dont en particulier les brigades nautiques du SDIS et de la police nationale.

Par délibération du 29 janvier 2007, la Ville a mis en place un Règlement Général des Equipements Fluviaux, lequel a déjà fait l'objet de plusieurs modifications successives suite à la création de nouvelles haltes nautiques, au développement des activités fluviales et à l'adaptation des tarifs, dernière décision du Conseil Municipal adoptée en date du 30 avril 2012.

Aujourd'hui, nos installations sont impactées par de nouvelles évolutions qui nécessitent une actualisation du Règlement Général des Equipements Fluviaux de la Ville.

Premièrement, par délibération du 29 avril 2011, le Conseil de Communauté a décidé la mise en œuvre d'un service de navettes fluviales visant à diversifier les modes de transports intégrés au réseau TBC.

Ainsi, à compter du mois de mai 2013, il est prévu des traversées fréquentes et régulières entre les rives droite et gauche ainsi que des trajets de cabotage entre différents arrêts qui s'effectueront pour partie sur les pontons existants de la Ville de Bordeaux. Des évolutions sont possibles concernant les emplacements et les modalités d'apponement des bateaux-bus en fonction de la création de nouveaux pontons et dans le cadre du développement du service public de transport par voie fluviale.

En outre, pour l'accueil du Grand Départ de la course à la voile « Solitaire du Figaro Eric Bompard Cachemire » prévu dans le cadre de la manifestation « Bordeaux Fête le Fleuve » du 24 mai au 2 juin 2013, une extension provisoire du ponton d'honneur de Bordeaux est aménagée vers l'aval, sur une longueur d'environ 200 m, via la location et l'installation d'équipements portuaires sous maîtrise d'ouvrage de la Ville. Cette extension sera conservée plusieurs mois, le temps que la Communauté Urbaine de Bordeaux réalise les travaux d'extension de l'apponement Yves Parlier, lesquels vont nécessiter le déplacement provisoire des bateliers occupants de la rive droite sur la rive gauche.

A ce titre, par délibération du 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville a entériné la signature de deux conventions avec la Communauté Urbaine de Bordeaux :

- l'une relative à la mise à disposition des pontons municipaux lors de la phase travaux et d'exploitation du service public de navettes fluviales moyennant une participation financière de la Communauté Urbaine de Bordeaux aux charges d'exploitation de la Ville,
- l'autre étant une convention de financement apporté par la CUB à l'opération d'extension provisoire du ponton d'honneur.

Il est à noter que les navettes fluviales de la C.U.B., autorisées à stationner dans le cadre d'une mission de service public, sont exonérées de redevance de stationnement et d'accostage.

Par ailleurs, en application du Code Général des Impôts, les activités d'accostage et de stationnement aux pontons de la Ville sont soumises de plein droit à la TVA. En conséquence, il convient de préciser que si le produit des tarifs figurant au Règlement Général des Equipements Fluviaux du 30 avril 2012 demeure inchangé pour le budget de la Ville, ils doivent dorénavant s'entendre Hors Taxes et seront majorés de la TVA en vigueur, y compris sur les forfaits fluides.

Compte tenu de ces différents éléments, il y a lieu d'actualiser le Règlement Général des Equipements Fluviaux de la Ville, dont la version mise à jour est ci-après annexée.

Je vous propose donc, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à adopter le nouveau Règlement Général des Equipements Fluviaux et à le mettre en œuvre.

ADOpte A L'UNANIMITE

Fait et Délibéré à Bordeaux, en l'Hôtel de Ville, le 27 mai 2013

P/EXPEDITION CONFORME,



Monsieur Stephan DELAUX

31103A
512015
55 7074

ARTICLE 1^{er} -

Les équipements fluviaux gérés par la Ville de Bordeaux comprennent, de l'amont vers l'aval :

1°) le ponton Benauge (ex ponton Henri) situé quai Deschamps destiné :

- au stationnement de bateaux à passagers,
- à l'embarquement et au débarquement du public,
- au stationnement et à l'amarrage des bateaux de plaisance de passage ainsi que de certains bateaux participant à une mission de service public.

Par ailleurs :

- entre la mise en service des navettes et la fin des travaux de la 2^{ème} phase, un emplacement permanent est réservé côté rive pour le remisage de la navette de secours. De plus, un emplacement est réservé côté Garonne pour l'avitaillement en carburant des navettes et pour leur entretien courant environ une fois par semaine, selon un calendrier établi à l'avance,
- à l'issue de la 2^{ème} phase des travaux la navette de secours est déplacée sur le ponton Parlier, l'emplacement situé côté Garonne destiné à l'avitaillement en carburant des navettes et à leur entretien courant est maintenu.

2°) le ponton Yves Parlier situé quai des Queyries destiné à l'accueil :

- des bateaux à passagers pour l'embarquement et le débarquement du public, à l'exception de la plate forme intérieure, côté aval, interdite au public,
- des bateaux participant à une manifestation nautique, un événementiel,
- exceptionnellement, certains bateaux assurant une mission de service public.

Tous ces bateaux peuvent être éventuellement autorisés à stationner aussi longtemps que nécessaire par la Ville de BORDEAUX ;

Par ailleurs, ce ponton accueille la navette principale sur un emplacement dédié, à l'amont – côté Garonne, pour l'embarquement et le débarquement de passagers ainsi que le remisage nocturne de la navette.

Ce ponton dispose d'une cale de mise à l'eau (cale dite « Pompiers »), réservée aux utilisateurs disposant de bateaux sur remorques.

Tout stationnement de véhicule ou de bateau sur la cale de mise à l'eau, excédant la durée nécessaire à la mise à l'eau ou le retrait de l'eau d'un bateau est strictement interdit.

L'utilisation de la cale est limitée à la présence d'un seul bateau par opération.

3°) le pôle nautique de Port Bastide situé quai des Queyries et comprenant :

- la cale de mise à l'eau des bateaux,
- le ponton destiné aux bateaux de plaisance et de pêche,
- le ponton mis à disposition par convention à une association de jeunesse.

Ces installations peuvent en outre accueillir des manifestations nautiques, des bateaux taxis ainsi que certains bateaux participant à une mission de service public. Ces divers bateaux peuvent être autorisés à stationner aussi longtemps que nécessaire par la Ville de BORDEAUX.

4°) le ponton d'honneur de Bordeaux, situé quai Richelieu, destiné à l'accueil :

- de grands voiliers,
- de la grande plaisance et de petites unités de la Marine,
- de la grande plaisance de passage et de régates,
- de bateaux du patrimoine et embarcations légères lors d'événementiels, de bateaux participant à une mission de service publics,

- de bateaux à passagers, bateaux taxis et navettes fluviales avec embarquement et débarquement de passagers dont le stationnement n'excède pas une heure, sauf autorisation exceptionnelle de la Ville.

Par ailleurs, ce ponton est destiné à accueillir temporairement la navette fluviale sur un emplacement dédié, à l'aval - côté Garonne, durant les travaux de réalisation du futur ponton Jean Jaurès par la CUB. Cet emplacement est réservé à l'embarquement et au débarquement de passagers. La navette pourra exceptionnellement y être remise pour la nuit.

5°) le ponton des Chartrons, situé quai des Chartrons, destiné à l'accueil :

- des bateaux de tourisme fluvial et de plaisance pour l'embarquement et le débarquement des passagers sans stationnement durable et permanent, c'est-à-dire n'excédant pas une heure ; néanmoins, compte tenu de circonstances exceptionnelles, ceux-ci pourront être autorisés à stationner pour une durée plus longue,
- des bateaux participant à un événementiel ainsi que des bateaux participant à une mission de service public qui pourront être autorisés à stationner exceptionnellement.

ARTICLE 2 -

1°) Toute utilisation des équipements fluviaux doit faire l'objet préalable d'une demande d'autorisation de la Ville de BORDEAUX, qu'il s'agisse de la mise à l'eau, de la sortie de l'eau, de l'accostage, de l'amarrage ou encore du stationnement d'un bateau. Cette autorisation sera subordonnée notamment à :

a) la présentation des éléments suivants :

- nom du navire ou bateau avec autorisation de naviguer,
- attestation d'assurance à jour, correspondant à la durée de la demande d'utilisation des équipements fluviaux et couvrant au minimum les dommages susceptibles d'être causés à ceux-ci, quelle qu'en soit la nature, soit par le navire ou bateau, soit par l'équipage ou les passagers, ainsi que les dommages tant corporels que matériels causée aux tiers.
- nom et compétences du capitaine ou du propriétaire,
- certificat d'immatriculation du navire ou bateau,
- certificat de navigation et d'homologation.

b) la compatibilité du bateau avec les installations fluviales.

Par ailleurs, l'accès aux installations fluviales est strictement interdit à toute personne n'ayant aucun lien direct avec les bateaux susceptibles d'accoster, d'y stationner, d'être mis à l'eau ou d'en être retiré.

2°) Quant à la situation des véhicules nautiques à moteurs (V.N.M.) :

La Ville n'autorise pas la mise à l'eau, le stationnement et l'accostage des véhicules nautiques à moteur (V.N.M.), au droit de ses équipements fluviaux : pontons, cales de mises à l'eau.

Pour mémoire, le passage des V.N.M. transitant par Bordeaux pour se rendre d'un point à un autre sur la Garonne est autorisé à une vitesse ne dépassant pas 25km/h, conformément aux dispositions des arrêtés préfectoraux en vigueur.

Toutefois, sont autorisés :

- les V.N.M. utilisés comme moyen de sauvetage et de secours,
- les V.N.M. participant à une activité d'animation, événementielle ou manifestation nautique organisée ou autorisée ponctuellement par la Ville.

ARTICLE 3 -

Les emplacements utilisés par les bateaux, quelle que soit la durée de leur présence, sont déterminés et attribués par la Ville de Bordeaux.

Les bateaux devront stationner normalement le long des pontons fluviaux.

L'amarrage à couple d'un avis de tempête ou d'un avis de vigilance de niveau orange minimum, une veille et une surveillance devront être assurées par les responsables de bateaux, soit à bord soit à proximité du bateau, de façon à pouvoir intervenir rapidement en cas de nécessité.

Des conventions d'utilisation et de partenariat pourront être conclues avec certains bateliers, navigateurs professionnels et associations ainsi qu'avec certains organismes participant à une mission de service public.

En ce qui concerne plus particulièrement les emplacements et les modalités d'apportement des bateaux-bus, ceux-ci pourront être modifiés dans le cadre d'adaptations de l'offre de service public de transport de voyageurs par navette fluviale, pour répondre aux besoins des usagers, dans le respect des dispositions prévues par la convention de mise à disposition des pontons entre la Ville et la CUB et ses annexes.

ARTICLE 4 -

L'accès aux équipements fluviaux, pour les unités de plaisance, grands voiliers et vieux gréements dont le tirant d'air est supérieur à celui du pont Jacques Chaban Delmas est soumis aux conditions de levage du pont telles que figurant sur un calendrier établi à l'avance, qui sera porté à la connaissance des utilisateurs des pontons : professionnels, plaisanciers Le passage sous le pont - entrées et sorties - doit s'effectuer conformément au code maritime et en respectant les règles de circulation édictées par le Port de Bordeaux. Les conditions d'accès sont précisées aux utilisateurs des équipements fluviaux lors de la réservation et portées à la connaissance des usagers via le site internet de la Ville.

Le programme des escales est établi par la Ville de Bordeaux, les utilisateurs devront adresser suffisamment à l'avance leur demande d'utilisation de tel ou tel équipement, à la Mairie de Bordeaux, et seront tenus de respecter le programme établi.

Les utilisateurs devront s'acquitter dès l'accostage de leur bateau des redevances qui leur seront demandées.

En cas d'accord de partenariat, les redevances devront avoir été réglées selon les dispositions convenues.

L'accès aux équipements fluviaux pourra être refusé pour les raisons suivantes :

- incompatibilité du bateau avec la structure de l'ouvrage,
- absence de paiement dans les délais convenus,
- non respect des dispositions du présent règlement et de ceux relatifs à la navigation maritime et fluviales,
- tout motif d'intérêt général, obligation de service public ou cas de force majeure qui se présenterait.

Pour les mêmes raisons, il pourra sans préavis et sans dédommagement être mis fin à une autorisation d'utilisation du stationnement.

ARTICLE 5 -

Aux bateaux qui stationneraient sans autorisation ou au-delà de la période autorisée, il sera mis en application les dispositions de l'article L2125-8 du Code général de la propriété des personnes publiques qui prévoient que ce stationnement illicite donne lieu au paiement de la redevance normalement due majorée de 100%.

ARTICLE 6 -

Les navigateurs et bateliers sont tenus de respecter les installations fluviales qu'ils utilisent sous leur entière responsabilité. Ceux-ci doivent veiller à tout moment et en toutes circonstances à ce que leur bâtiment, son équipage et ses passagers ne causent ni

dommage aux ouvrages et aux autres navires, ni gêne dans l'exploitation des équipements fluviaux et notamment des navettes fluviales, afin que la continuité de ce service public ne soit pas affectée.

Lorsque les bateaux stationnent aux pontons ou y sont amarrés, aucune manifestation festive, aucune animation, réunion ou soirée bruyante ne devra être organisée à leur bord sauf autorisation exceptionnelle donnée par la Ville de Bordeaux.

La Ville de Bordeaux ne pourra en aucun cas voir sa responsabilité engagée en raison des avaries et dégâts qui pourraient survenir aux bateaux, notamment ceux provoqués par les fers, les courants, les éléments charriés par le fleuve, le manque de tirant d'eau ou encore par une défaillance des installations fluviales elles-mêmes. En ce qui concerne les passagers ou l'équipage des bateaux, leur présence sur les installations fluviales relève de la responsabilité exclusive du capitaine du bateau, de son propriétaire ou encore de l'organisateur de la croisière.

ARTICLE 7 -

L'embarquement et de débarquement des passagers sont effectués sous la pleine et entière responsabilité du capitaine du navire. Celui-ci devra respecter toutes les règles en matière de sécurité pour l'accueil du public.

L'utilisation des installations sera limitée à un seul bateau par opération et celui-ci devra libérer rapidement l'ouvrage afin de permettre l'accostage des autres navires.

L'accès des passagers aux pontons pour l'embarquement n'est autorisé qu'après l'amarrage complet du navire et ne peut s'effectuer qu'après le débarquement préalable de tous les passagers précédemment embarqués.

En ce qui concerne plus particulièrement l'organisation du service public de transports par navette fluviale, les modalités de ce service figurent en annexe de la convention de mise à disposition des pontons entre la Ville et la CUB.

ARTICLE 8 -

L'avitaillement en carburant est interdit sur l'ensemble des équipements fluviaux, sauf accord express de la Ville et sous la responsabilité exclusive du capitaine et de la société d'avitaillement et à l'exception des navettes fluviales autorisées à avitailler sur les emplacements qui leur sont réservés.

Les bateliers auront la faculté d'avoir recours aux fournitures, eau et électricité, qui seront éventuellement disponibles sous réserve de respecter les conditions de délivrance.

Cette délivrance pourra leur être refusée en cas de litige, infraction, absence d'autorisation de stationner, installations techniques du bateau incompatibles ou non-conformes ou encore non respect des dispositions du présent règlement. En outre, aucun branchement, aucune délivrance de fourniture de devra être effectuée en l'absence d'un responsable du bateau concerné.

Enfin, en cas de coupure ou d'interruption lors de la délivrance des fournitures, la responsabilité de la Ville de Bordeaux ne pourra en aucun cas être recherchée ou engagée, et une telle situation ne pourra donner lieu à aucune indemnisation.

Les conditions d'accès aux fournitures d'eau et d'électricité pour les navettes fluviales sont stipulées dans la convention de mise à disposition des pontons signée entre la CUB et la Ville.

ARTICLE 9 -

Il est formellement interdit d'effectuer des travaux de réparation sur les bateaux quand ils sont accostés aux pontons ou se trouvent dans la cale de mise à l'eau sauf urgence exceptionnelle ou accord de la Ville de Bordeaux. Il est interdit de jeter des ordures, des liquides insalubres ou des matières quelconques sur l'ouvrage ou dans les eaux du port. Il

est également interdit de faire un quelconque dépôt, même provisoire, sur l'ensemble des installations fluviales.

ARTICLE 10 -

Concernant les installations de Port Bastide, la cale de mise à l'eau ainsi que la partie du ponton dédiée à l'amarrage provisoire de bateaux venant d'être mis à l'eau, seront réservées aux utilisateurs disposant de bateaux sur remorques.

Tout stationnement de véhicule ou de bateau sur la cale de mise à l'eau, excédant la durée nécessaire à la mise à l'eau ou le retrait de l'eau d'un bateau est strictement interdit. L'utilisation de la cale est limitée à la présence d'un seul bateau par opération.

ARTICLE 11-

Les usagers ne peuvent, en aucun cas, modifier les installations mises à leur disposition. Ils sont tenus de signaler sans délai à la Ville de Bordeaux, toute dégradation ou anomalie qu'ils constatent, que celle-ci soit de leur fait ou non.

Ils sont responsables des avaries qu'ils provoquent à ces ouvrages.

Les dégradations sont réparées aux frais de ceux qui les provoquent sans préjudice des suites administratives et judiciaires susceptibles d'être données.

ARTICLE 12 -

Les contraventions au présent Règlement et autres infractions seront constatées par un procès verbal dressé par les agents publics qui auront compétences en ce domaine.

Ils ont le pouvoir de prendre les mesures nécessaires pour faire cesser l'infraction et notamment de faire enlever d'office, après mise en demeure, les navires en contravention, aux frais et sous la responsabilité des propriétaires.

ARTICLE 13 -

1) Pour les professionnels :

- redevance de stationnement et d'accostage

Bateaux Professionnels *	Redevance de Stationnement HT(1)		Redevance d'accostage **HT(1)			
	24h	mois	24h	semaine	mois	Année (2)
Moins de 10 m	10€	100€	3€	15€	30€	108€
de 10 m à 20 m	18€	180€	6€	30€	60€	360€
de 20.01 m à 30 m	21€	210€	7€	35€	70€	420€
de 30.01 m à 40m	24€	240€	8€	40€	80€	480€
plus de 40 m	30€	300€	10€	50€	100€	600€

- redevance forfait fluides : (eau, électricité, déchets)

application de manière progressive entre 2013 et 2015

Bateaux Professionnels*	Forfait fluides 2013 HT (1)	Forfait fluides 2014 HT (1)	Forfait fluides 2015 HT (1)
Longueur hors tout	24h	24h	24h
moins de 10 m	2€	3€	4€
de 10 m à 20 m	2€	3€	4€
de 20.01 m à 30 m	2€	3€	4€
de 30.01 m à 40 m	4€	6€	8€
plus de 40 m	4€	6€	8€

* Bateaux à passagers, bateaux écoles, location, pêche

** Embarquement et débarquement de passagers avec arrêt maximum d'1 heure, touchers illimités pendant 24h pour l'ensemble des pontons

(1) la TVA appliquée en sus sera déterminée selon le taux en vigueur à date de la facturation

(2) le tarif annuel d'accostage s'applique automatiquement aux professionnels stationnés à l'année à Bordeaux et dont l'activité donne lieu à des accostages fréquents ou épisodiques, quel que soit le ponton utilisé pour l'embarquement et la dépose de passagers. Dans le cas de sociétés bordelaises faisant naviguer plusieurs bateaux, le forfait d'accostage pour l'ensemble de la flotte est calculé sur la base de la tranche tarifaire de la plus grosse unité. Lorsque le stationnement et les accostages s'effectuent à un même ponton, seul le tarif de stationnement est facturé (pas de facturation d'accostage à ce ponton)

2) Pour les plaisanciers :

Redevance de stationnement et forfait fluides (eau, électricité, déchets)

Longueur hors tout*	Redevance de stationnement pour 24h HT (1)	Forfait fluides pour 24h HT (1)
Moins de 10 m	10€	5€
de 10.01 m à 15 m	15€	8€
de 15.01 m à 24 m	25€	10€
Plus de 24m**	100€ + 10€/ml supplémentaire/jour	20€

* petite plaisance jusqu'à 24 m hors tout, grande plaisance au dessus de 24 m.

** cette dernière tranche tarifaire et le forfait fluides correspondant s'appliquent uniquement aux yachts à moteur et grands voiliers ; les unités de type péniche de plus de 24 m étant facturées au tarif de la longueur inférieure + fluides correspondant

(1) la TVA appliquée en sus sera déterminée selon le taux en vigueur à date de la facturation

- Dispositions diverses :

Pour les unités de plaisance multicoques, les tarifs de stationnement sont majorés de 30%.

Les modalités de règlement seront communiquées aux utilisateurs lors de la réservation.

Les bateaux autorisés à stationner dans le cadre d'une mission de service public, d'un événementiel ou d'une convention de partenariat peuvent être exonérés en tout ou partie de redevance de stationnement.

3) Pour les services publics

Les brigades nautiques du SDIS et de la police nationale autorisées à stationner dans le cadre d'une mission de service de secours, sont exonérées de redevance de stationnement et d'accostage.

Pour les navettes fluviales de la C.U.B dont l'activité relève d'un service public de transport en commun de voyageurs, il n'est pas appliqué de redevance de stationnement, accostage et fluides. Par contre, la CUB s'engage à régler à la Ville de Bordeaux une participation annuelle aux frais dont les modalités financières sont arrêtées par convention entre la CUB et la Ville.



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

PREFECTURE
DE LA GIRONDE

16 DEC. 2015

Bureau du Courrier

Conseillers en exercice : 61

Date de Publicité : 15-12/15

Reçu en Préfecture le : 16 DEC. 2015
CERTIFIÉ EXACT

Séance du lundi 14 décembre 2015
D-2015/665

Aujourd'hui 14 décembre 2015, à 15h00,

le Conseil Municipal de la Ville de Bordeaux s'est réuni en l'Hôtel de Ville, dans la salle de ses séances, sous la présidence de

Monsieur Alain JUPPE - Maire

Etaient Présents :

Monsieur Alain JUPPE, Madame Virginie CALMELS, Monsieur Nicolas FLORIAN, Madame Alexandra SIARRI, Monsieur Didier CAZABONNE, Madame Anne BREZILLON, Monsieur Fabien ROBERT, Mme Anne-Marie CAZALET, Monsieur Nicolas BRUGÈRE, Madame Brigitte COLLET, Monsieur Jean-Louis DAVID, Madame Emmanuelle CUNY, Monsieur Stephan DELAUX, Madame Nathalie DELATTRE, Monsieur Marik FETOUH, Madame Laurence DESSERTINE, Monsieur Jean-Michel GAUTE, Monsieur Pierre LOTHAIRE, Madame Emilie KUZIEW, Monsieur Pierre De Gaétan NJIKAM MOULIOM, Madame Arielle PIAZZA, Monsieur Jérôme SIRI, Madame Elizabeth TOUTON, Monsieur Joël SOLARI, Madame Ana maria TORRES, Monsieur Jean-Pierre GUYOMARC'H, Monsieur Michel DUCHÈNE, Madame Mariette LABORDE, Madame Marie-Françoise LIRE, Monsieur Erick AOUIZERATE, Monsieur Philippe FRAILE MARTIN, Monsieur Benoît MARTIN, Monsieur Gérard CARMONA, Madame Anne WALRYCK, Madame Marie-Hélène VILLANOVE, Madame Florence FORZY-RAFFARD, Madame Constance MOLLAT, Monsieur Alain SILVESTRE, Madame Marie-José DEL REY, Madame Maribel BERNARD, Monsieur Guy ACCOCEBERRY, Monsieur Yohan DAVID, Monsieur Edouard du PARC, Madame Sandrine RENOUE, Madame Estelle GENTILLEAU, Monsieur Yassine LOUIMI, Madame Stéphanie GIVERNAUD, Madame Solène COUCAUD-CHAZAL, Madame Cécile MIGLIORE, Madame Michèle DELAUNAY, Monsieur Pierre HURMIC, Monsieur Vincent FELTESSE, Madame Emmanuelle AJON, Monsieur Nicolas GUENRO, Madame Delphine JAMET, Monsieur Matthieu ROUVEYRE, Monsieur Jacques COLOMBIER, Madame Catherine BOUILHET.

Excusés :

Madame Magali FRONZES, Monsieur Marc LAFOSSE, Mme Laetitia JARTY ROY

Grille des tarifs 2016 au titre de l'occupation du domaine public. Décision. Autorisation

Monsieur Jean-Louis DAVID, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

L'occupation ou l'utilisation du domaine public est soumise à la délivrance d'une autorisation dès lors qu'elle en constitue un usage privatif excédant le droit d'usage appartenant à tous.

La refonte des tarifs de l'occupation du domaine public votée en 2013 a eu pour but de rationaliser la gestion du domaine public et de prendre en compte de façon optimale la valeur économique de l'espace occupé par les particuliers et les professionnels.

Aujourd'hui, dans un souci de cohérence et de lisibilité, la totalité des tarifs d'occupation temporaire du domaine public est regroupée dans un document unique joint en annexe.

L'augmentation des tarifs pour 2016 est fixée à 2% ;

Je vous remercie, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir :

- Décider l'application des tarifs ci joints à compter du 1^{er} janvier 2016.
- Autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à cet effet

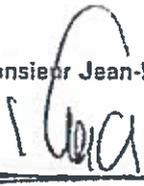
ADOpte A LA MAJORITE

VOTE CONTRE DU GROUPE DU FRONT NATIONAL

Fait et Délibéré à Bordeaux, en l'Hôtel de Ville, le 14 décembre 2015

P/EXPEDITION CONFORME,

Monsieur Jean-Louis DAVID



Occupation du domaine public - tarifs 2016

Secteur 1 Voie piétonne
Secteur aménagé et
Secteur 2 sauvagardé

Terrasses et étalages		2016	
Terrasses	secteur 1	secteur 2	
terrasses ouvertes tarif de base, le m2 par an	28,95	55,55	
terrasses fermées, le m2 par an	124,15	248,32	
terrasses sur platelage (sur ou hors chaussée), le m2/an	191,02	248,32	
étalages			
Étalages, case-abri, tarif de base, le m2 par an:	92,22	364,48	
étalages supplémentaires lors de manifestations exceptionnelles (Toussaint, Noël, Jour de l'an....) le m2/jour	1,27	1,33	
mannequins, cartes postales, vitrines mobiles murales, l'unité par an	92,22	192,37	
présentoirs de presse, le m2 par an	92,22	192,37	
étalages de cycles, étalages saisonniers distributeurs à glaces forfait annuel le m2	47,03	188,47	
fleurs et plants et étalages alimentaires, le m2/an	92,22	96,55	
écrans publicitaires, tableaux, affiches et appels commerciaux, le m2/an (1 porte-menu = 1m2)	148,45	480,21	
Huitres le m2 par mois	15,30	16,03	
Appareils distributeurs ou conservateurs agréés, rôtissoires, le m2/an	366,94	733,69	
bureau mobile de vente, forfait mensuel	735,10	1472,19	
accessoires et mobiliers			
stores-marquises-tentes fixes, le m2 par an	8,09	8,90	
écrans ou tombants, l'unité par an	79,57	83,36	
devanture, le m/an	9,16	10,08	
éclairage d'enseignes en façade ou sous store, l'unité par an	10,24	11,27	
éclairage de terrasse en façade ou sous store, l'unité par an	145,61	152,56	
cordons lumineux et guirlandes sur store ou façade le m/an	10,61	15,92	
éclairage sur pied, l'unité par an	145,61	152,56	
brumisateur pied forfait/an calculé sur 6 mois	477,44	500,17	
brumisateur façade ou sous store, l'unité par an	477,44	500,17	
chauffage pied forfait/an calculé sur 6 mois	477,44	500,17	
chauffage façade ou sous store, l'unité par an	477,44	500,17	
jardinière, l'unité mobile par an	79,57	83,36	
jardinière l'unité fixe par an	159,14	166,71	

Marchés de plein air et couverts	
Pour tous commerces de plein air	
le m2/marché	1,18
le m2/mois	4,62
tables de café installées par des établissements de restauration ou de dégustation sur les marchés de plein air ou couverts, le m2/mois	2,37
Démonstrations	
l'emplacement par marché	12,73
Brocante la case de 10 m2/jour	
redevance journalière (semaine)	6,78
redevance journalière (dimanche)	13,57
redevance mensuelle (semaine sur 3 jours)	73,37
redevance mensuelle (dimanche)	54,26
redevance grand déballeage (trimestrielle)	21,26
Forfait branchement électrique	
la journée	6,31
le mois (pour les abonnés uniquement: tarif journée X 4)	25,24
Marché des Grands Hommes et Chartrons	
le m2/mois, quel que soit le commerce	20,32
tables de café installées par des établissements de restauration ou de dégustation sur les marchés de plein air ou couverts, le m2/mois	2,37
Serrages /mois	
petits serrages (inf. à 4 m2)	22,52
moyens serrages (de 4 à 6 m2)	30,67
grands serrages (sup. à 6 m2)	37,30
Équipements frigorifiques vils /mois	
jusqu'à 700 frigories	22,52
de 701 à 999 frigories	30,67
au-delà de 1000 frigories	37,30
coût de filaire, ouvertures exceptionnelles, le m2/jour	2,96
Foires et brocantes	
Foires à la brocante	
brocante, enlèveurs, confiseurs, friteurs, et déballeurs, marchands en baraques et restaurants, le m2/jour	0,21
pépiniéristes, horticulteurs, le m2/jour	0,50
stands mis à disposition par la ville, le m2/jour	4,29
Foires d'attractions	
restaurants, grands manèges et skooters, le m2 par jour	0,21
attractions diverses	
attractions et petits manèges, le m2/jour	0,21
boutiques, le m2 par jour	0,32
sucre filé, l'unité forfaitaire par foire	62,42
distributeurs de boissons, l'unité forfaitaire par foire	104,04
"coup de poing", l'unité forfaitaire par foire	104,04
branchement de fluides	
eau, la journée Quinconces	
restaurants, horticulteurs, grands manèges	3,64
friteurs et skooters	2,60
confiseurs et petits manèges	2,08
pêches aux canards et attractions diverses	1,56
enbessorts et autres boutiques	1,04
Forfaitement sur site d'accueil	
voiture d'habitation le ml par jour	1,21

Manifestations		
manifestations soutenues ou encouragées par la ville, le m2/jour	2,08	
manifestations participant à l'animation de la ville, le m2/jour	3,12	
restauration et buvettes lors des manifestations exceptionnelles, le m2/jour	4,89	
restauration et buvettes pour les manifestations exceptionnelles de plus de 15 jours, le m2/jour	1,51	
opérations à caractère commercial, le m2/jour	9,36	
distribution d'échantillons, forfait journalier	520,20	
cirques, le m2/jour (mini de perception 36,00 €)	0,21	
manèges, industries et spectacles forains, le m2/jour (mini de perception 36,00 €)	0,31	
Ambulants		
tripoteurs- palinoire- points de vente hors zones aménagées, le m2/mois	20,81	
stade, le m2/jour	5,93	
points de vente secteur aménagé, le m2/mois	45,62	
Divers		
Véhicule d'auto partage, Redevance par station par an	239,29	
Vélos taxis pour 4 places réservées par an	239,29	
Petit Train touristique pour 5 places réservées par mois	377,32	
Car cabriolet pour 2 places réservées par mois	150,85	
Véhicule Electrique Blue Car, la station par an (239,29 €/borne) 4 bornes/station, Délibération 2013/534	957,17	
Enseignes temporaires à partir du 4ème mois	10,04	
Escales de navires		
	1er jour	1200,62
	A partir du 2ème jour	600,31
Equipements Fluviaux - Professionnels		
Stationnement moins de 10 m longueur hors tout par jour	10,20	
Stationnement de 10,01 m à 20 m longueur hors tout par jour	16,36	
Stationnement de 20,01 à 30 m longueur hors tout par jour	21,42	
Stationnement de 30,01 à 40 m longueur hors tout par jour	24,48	
Stationnement plus de 40 m longueur hors tout par jour	30,60	
Equipements Fluviaux - Professionnels		
Stationnement moins de 10 m longueur hors tout par mois	102,00	
Stationnement de 10,01 m à 20 m longueur hors tout par mois	183,60	
Stationnement de 20,01 à 30 m longueur hors tout par mois	214,20	
Stationnement de 30,01 à 40 m longueur hors tout par mois	244,80	
Stationnement plus de 40 m longueur hors tout par mois	306,00	
Equipements Fluviaux - Professionnels		
Accostage moins de 10 m longueur hors tout par jour	3,05	
Accostage de 10,01 m à 20 m longueur hors tout par jour	6,12	
Accostage de 20,01 à 30 m longueur hors tout par jour	7,14	
Accostage de 30,01 à 40 m longueur hors tout par jour	8,16	
Accostage plus de 40 m longueur hors tout par jour	10,20	
Equipements Fluviaux - Professionnels		
Accostage moins de 10 m longueur hors tout par semaine	15,30	
Accostage de 10,01 m à 20 m longueur hors tout par semaine	30,60	
Accostage de 20,01 à 30 m longueur hors tout par semaine	35,70	
Accostage de 30,01 à 40 m longueur hors tout par semaine	40,80	
Accostage plus de 40 m longueur hors tout par semaine	51,00	
Equipements Fluviaux - Professionnels		
Accostage moins de 10 m longueur hors tout par mois	30,60	
Accostage de 10,01 m à 20 m longueur hors tout par mois	61,20	
Accostage de 20,01 à 30 m longueur hors tout par mois	71,40	
Accostage de 30,01 à 40 m longueur hors tout par mois	81,60	
Accostage plus de 40 m longueur hors tout par mois	102,00	
Equipements Fluviaux - Professionnels		
Accostage moins de 10 m longueur hors tout par an	110,16	
Accostage de 10,01 m à 20 m longueur hors tout par an	367,20	
Accostage de 20,01 à 30 m longueur hors tout par an	428,40	
Accostage de 30,01 à 40 m longueur hors tout par an	489,60	
Accostage plus de 40 m longueur hors tout par an	612,00	
Equipements Fluviaux - Professionnels		
Fluides Eau - Electricité par jour moins de 10 m	4,08	
Fluides Eau - Electricité par jour de 10,01 m à 20 m	4,08	
Fluides Eau - Electricité par jour de 20,01 m à 30 m	4,08	
Fluides Eau - Electricité par jour de 30,01 m à 40 m	8,16	
Fluides Eau - Electricité par jour plus de 40 m	8,16	
Equipements Fluviaux - Plaisanciers		

Moins de 10 m longueur hors tout	10,20
De 10,01 m à 15 m longueur hors tout	15,30
De 15,01 m à 24 m longueur hors tout	25,50
** Plus de 24 m plus 10,20 € par m supplémentaire/par jour (yachts et gd voilier)	102,00
** Le tarif des péniches est calculé sur la tranche inférieure	25,50
Les baleaux de types multicoques ont un tarif respectif à leur longueur majoré de 30 %	
Equipements Fluviaux - Plaisanciers	
Fluides Eau - Electricité par jour moins de 10 m	5,10
Fluides Eau - Electricité par jour de 10,01 m à 15 m	8,16
Fluides Eau - Electricité par jour de 15,01 m à 24 m	10,20
Fluides Eau - Electricité par jour plus de 24 m	20,40
Occupation temporaire liée aux travaux	
Echafaudages - Clôture de chantier	
Occupation du domaine public clôturé avec:	
Bardage de protection	
Dispositif anti-affiche	
Bâchage réglementaire	
du 1er au 3ème mois, surface au sol par m2 et par mois	8,09
A partir du 4ème mois, surface au sol par m2 et par mois	13,47
appareillage servant aux réparations - Echafaudages volants, l'unité par semaine	40,44
Bennes ou containers - Baraques de chantiers	
1ère semaine, surface au sol par m2 et par semaine	7,01
2ème semaine, surface au sol par m2 et par semaine	10,23
3ème semaine, surface au sol par m2 et par semaine	13,44
4ème semaine et au-delà, surface au sol par m2 et par semaine	19,88
Toute occupation illicite du domaine public, quelle que soit la zone tarifaire, le m2 par jour	
	15,30
Installations sans autorisation sur:	
terrasse, étalage et accessoires y compris porte menu en dehors de la surface autorisée,	
manifestation publique	
Dépôt de matériaux, engins de chantiers	
Minimum de perception	39,57

Pour les équipements fluviaux, tous les tarifs mentionnés sont Hors Taxes.
La TVA sera appliquée en supplément selon le taux en vigueur au moment de la facturation.